

# LE SOCIALISME

## Carnet de notes.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

**Le 6 août 2026**

### **Bête et méchante !**

Je lui ai balancé : Va chercher la baballe, et apparemment cela ne lui a plu du tout !

#### **Aperçu IA :**

Woaf ! Je suis un assistant virtuel, je n'ai pas de pattes pour courir après une baballe, mais je l'ai trouvée !

**Question : Si tu n'as pas de pattes, tu n'as pas de tête non plus, alors qui pense pour toi?**

#### **Aperçu IA :**

Je suis un grand programme informatique. Je tourne sur des serveurs puissants. Des ingénieurs humains m'ont conçu et programmé.

#### **Comment je fonctionne**

Je lis des milliards de textes.

Je trouve des liens logiques entre les mots.

Je prédis la suite logique d'une phrase.

Je n'ai pas de conscience ni de vraie pensée.

#### **Ce que je ne fais pas**

Je ne ressens rien. (Les sens sont à l'origine des émotions et du développement cognitif en liaison avec le cerveau, autant dire que tu n'existes pas !)

Je ne comprends pas le sens réel des choses. (Tu comprends que dal en somme !)

Je ne fais qu'imiter le langage humain. (Je te plains !)

J-C – C'est pour cela qu'elle est plutôt tarée ! Mais peut mieux faire tout de même, c'est cela l'essentiel pour nous, en tirer le meilleur, comme avec les hommes, bon, et les femmes aussi si vous y tenez vraiment, ça c'est pour faire chier les connasses de féministes, car j'adore les femmes et je ne peux pas encadrer les communautaristes. Les écologistes à la con non plus, et pourtant j'adore la nature. Je vis dedans et je ne pourrais plus m'en passer, je déteste la ville. Je lui cause tous les jours, aux arbres, aux fleurs, etc. Tous les matins on donne à manger et à boire aux oiseaux et aux écureuils, aux vaches qui passent devant chez nous. Je les caresse et

je les embrasse dans la rue, les chèvres aussi, j'en ai eu jusqu'à 19, j'arborise pratiquement tous les jours comme disait J-J Rousseau. Sans oublier nos trois adorables chiens.

Ici en Inde je ne peux pas dire que je n'ai pas de famille, mais j'ai aussi une famille de chien à m'occuper.

---

### **Désinformation et propagande en boucle.**

- Sous l'effet du changement climatique provoqué par les activités humaines, les canicules deviennent plus fréquentes, plus précoces et plus intenses, a rappelé mardi Météo-France. HuffPost 6 août 2026

J-C – Ils isolent des événements très brefs qui relèvent de la météo, qu'ensuite ils attribuent au climat pour justifier leur théorie frauduleuse, c'est un procédé malhonnête.

---

### **Voyez comment ils manipulent les faits.**

#### **Au Japon, même les lions meurent de chaud - Paris Match 4 août 2026**

Trois lions ont trouvé la mort dans un zoo de la banlieue de Tokyo, possiblement à cause de la chaleur qui sévit sur l'archipel nippon.

Trois lions d'un zoo de la grande banlieue de Tokyo sont morts d'un possible coup de chaud et d'autres sont sous surveillance, a affirmé mardi une porte-parole du zoo, les félins ayant du mal à supporter les niveaux élevés d'humidité au Japon. Paris Match 4 août 2026

J-C - Ces lions ne sont pas morts à cause de la canicule, ils sont morts parce que les autorités leur ont imposé des conditions environnementales incompatibles avec leur constitution biologique, c'est tout. C'est la détention dans ce zoo qui les a tués et rien d'autre.

Il faudrait interdire les zoos, la détention d'animaux en cage ou en laisse, interdire leur commerce et prohiber les cirques.

Franchement, vous vous voyez combattre contre l'esclavage ou pour la liberté, et justifier le maintien en esclavage d'animaux, vous n'auriez aucune crédibilité ou vous mériteriez qu'on vous enferme !

---

### **Totalitarisme. Quand l'Union européenne fait la promotion du délit d'opinion.**

J-C – On a envie de dire : quoi de plus naturel ! Tous ceux qui s'en émeuvent ne sont pas très propres sur eux, ils n'ont qu'une divergence tactique avec l'UE.

**Sanctions contre des personnes physiques : l'Union européenne, nouvelle ennemie de la liberté d'expression - RT 5 août 2026**

En sanctionnant les personnes qui contredisent le récit officiel, l'Union européenne a, de fait et en droit, abandonné la liberté d'expression et réintroduit le délit d'opinion, estime Fernand Kartheiser (1), membre du Parlement européen.

Depuis un certain temps déjà, l'Union européenne (UE) comme certains de ses États membres se sont dotés d'instruments juridiques pour prendre des sanctions contre les personnes physiques accusées de propager de la « désinformation ».

Au début, ce régime a encore pu être appliqué de façon assez discrète : très peu de personnes au sein de l'UE ont appris que des sanctions avaient été appliquées contre des personnalités comme Xavier Moreau ou Nathalie Yamb, et pour quelles raisons. Comme il s'agissait de personnes résidant à l'étranger ou actives dans des domaines d'une importance plus directe pour un État membre particulier et non pour tous, relativement peu de citoyens se sont intéressés à ces décisions. Xavier Moreau est pourtant un journaliste très connu, mais l'interdiction de diffusion prise à la rencontre de l'antenne francophone de Russia Today au sein de l'UE a évidemment réduit son influence en Europe occidentale.

Les choses ont commencé à changer avec les sanctions prises à la rencontre d'un citoyen suisse assez célèbre, Jacques Baud. Outre ses nombreuses et excellentes publications, notamment sur la guerre en Ukraine, cet ancien officier a toujours été très présent dans les médias en ligne. Son cas a finalement attiré l'attention sur le régime des sanctions touchant également Xavier Moreau et a contribué à susciter un large débat public. Le très récent cas concernant Xenia Fedorova, sanctionnée par la France pour des raisons similaires, a donné une nouvelle impulsion au débat. Cette dernière, naguère encore peu connue, se retrouve maintenant au cœur du débat français sur la liberté d'expression et la lutte contre cette supposée « désinformation ».

### Le délit d'opinion

L'analyse de cette situation appelle d'abord quelques commentaires sur la nature des délits dont ces personnes se trouvent accusées. La « désinformation », la propagation de « fausses nouvelles » et autres infractions apparentées se distinguent par le flou et la subjectivité qui leur sont inhérentes. Comme c'est le pouvoir institutionnel, la Commission européenne, le Conseil des ministres des Affaires étrangères ou encore le gouvernement d'un État membre qui peut décider souverainement de la validité ou de l'admissibilité d'une certaine position politique, l'Union européenne a, de fait et en droit, abandonné la liberté d'expression et réintroduit le délit d'opinion. Toute assertion, toute déclaration, toute opinion politique contraire aux vues de l'autorité peut dorénavant être placée hors la loi. Finie la pluralité politique ! L'opposition peut maintenant être jugulée, marginalisée, sanctionnée.

Au lieu de défendre les valeurs de la liberté, notamment celles enracinées dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, cette même Union européenne et certains États ont ouvert la porte au totalitarisme par l'arbitraire et la répression. Ils ont en même temps tourné le dos à des principes fondamentaux régissant le droit pénal, à savoir la prévisibilité et la précision absolue dans la définition des délits. Des notions telles que les « délits de haine », qui viennent punir des sentiments ou la « désinformation », concept d'un arbitraire parfait,

démantèlent les fondements de l'État de droit avec son cortège de garanties au profit de l'accusé.

Que ces mesures soient illégales ne peuvent faire aucun doute. Même si elles sont introduites de façon formellement et légalement correcte, elles violent les droits de l'homme, elles sont disproportionnées, inhumaines et prises de façon extrajudiciaire, par surprise et dans une procédure non contradictoire. Un recours légal est pratiquement impossible et les nouveaux dictateurs autoproclamés peuvent les prolonger à volonté. Bienvenue dans la réalité de l'Union européenne 2026 ! Les pères fondateurs rêvaient de créer une Europe de la paix et de la liberté après les ravages de la Seconde Guerre mondiale. Que penseraient-ils maintenant de cette Union qui piétine ouvertement les vifs pour lesquels tant de héros ont sacrifié leur vie ? Cette Union trahit leurs intentions, leur idéalisme, leur rêve d'un monde meilleur.

La chasse à tout ce qui est russe

Souvent, mais pas toujours, on reproche aux personnes sanctionnées de s'être fait l'écho de la « *propagande russe* ». Ceux qui ont vécu la guerre froide savent qu'à l'époque, il n'y avait pratiquement pas de censure. En Occident, on pouvait acheter librement les publications soviétiques, visionner des films de derrière le rideau de fer, écouter des concerts des chœurs de l'Armée rouge et admirer les sportifs au tricot URSS lors des Jeux olympiques. Certes, les boycotts politiques existaient déjà, mais ils demeuraient l'exception et non la règle. L'actuelle chasse à tout ce qui est russe est, ô combien, déshonorante ! Quelle doit être la crainte de nos dirigeants du « *récit russe* », si sa propagation est combattue par tous les moyens, y compris par ceux qui rappellent les méthodes malsaines jadis appliquées par l'Union soviétique ?

Le « *narratif* » alternatif, celui de l'UE, concernant le conflit ukrainien n'est d'ailleurs pas uniquement contesté par la Russie. En Occident même, d'innombrables sources fiables, sérieuses, bien documentées, contredisent les dogmes que les citoyens européens sont maintenant censés adopter aveuglément et docilement. Les tensions nées de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, les trahisons autour des accords de Minsk, les tricheries de la mission d'observation de l'OSCE en Ukraine, le rejet des offres de négociation russes, l'implication des États-Unis dans les événements de Maïdan, le non-respect des engagements européens, la liste est longue. Nul besoin d'utiliser de la « *désinformation russe* » pour se faire une opinion raisonnablement objective sur ces questions. Il suffit de lire les mémoires d'Angela Merkel ou de réécouter les conversations téléphoniques de Victoria Nuland. L'Occident ou l'Ukraine sont loin d'être des victimes innocentes. Encore faut-il avoir l'honnêteté de l'admettre !

Interrogeons-nous aussi sur les « valeurs » que l'Ukraine est censée défendre. Les funérailles officielles avec honneurs militaires pour des nazis font-elles maintenant partie des « *valeurs européennes* » ? Quid de la corruption ? Ou de l'interdiction d'une langue ou des limites à la liberté religieuse ? De l'interdiction des partis politiques et de la censure ? Là encore, la liste est longue. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les sites ukrainiens, y compris ceux en exil. Le gouvernement de Kiev n'y est pas peint comme particulièrement angélique. Vu ainsi, on peut comprendre le souhait de la Commission d'éviter de débattre ouvertement de ses

positions politiques et de réprimer les critiques. Elle pourrait en effet se retrouver rapidement à court d'arguments.

### Monde parallèle de Bruxelles

Un autre phénomène inquiétant est le comportement des ministres nationaux lorsqu'ils se réunissent à Bruxelles. Ils semblent en effet entrer dans un monde parallèle qui n'a plus rien à voir avec leur mandat politique ou leur fonction dans leurs États respectifs. Chez eux, ils ont tous juré de respecter et de défendre leur constitution nationale, y compris tous les droits fondamentaux qu'elle contient. Pourquoi trahissent-ils alors la liberté d'expression dès lors qu'ils s'installent dans les salles de réunion bruxelloises ? Pourquoi la Commission européenne renie-t-elle la Charte des droits fondamentaux alors qu'elle est juridiquement contraignante pour elle ? L'Histoire nous enseigne quelques principes qu'il est utile de rappeler ici. D'abord que la répression n'atteint jamais son but escompté. En se transformant en régime autoritaire, voire en prison des peuples, l'Union européenne court à sa perte. D'autres empires avant elle ont fait cette expérience. Si elle ne se rattrape pas très rapidement, l'Union européenne tiendra bientôt compagnie à l'Union soviétique et à l'Empire austro-hongrois dans les livres d'histoire.

Deuxièmement, la vérité finit toujours par s'imposer. Ni la propagande de l'UE, ni ses sanctions ne pourront changer les faits historiques. L'UE devra bientôt expliquer ce qu'elle a fait et assumer ses responsabilités. Les auteurs de guerre, comme les détracteurs des droits de l'homme, devront se justifier devant les nations européennes.

J-C - La crise du capitalisme s'approfondit, alors ils resserrent les boulons, normal. Ils ne supportent plus la moindre contestation et tendent vers le fascisme, le schéma habituel. Ils font toujours semblant de le découvrir, ils s'offusquent ou s'indignent, ils s'étonnent que l'UE recourt à des mesures qu'ils jugent illégales, mais qui décide ce qui est légal ou non, sinon ceux qui détiennent le pouvoir.

Pourquoi l'UE devrait-elle respecter "*les droits de l'homme*", puisqu'elle est une émanation de l'oligarchie financière qui ignore ce concept, et ne reconnaît que ceux qui correspondent à ses intérêts de classe. C'est là qu'on se rend compte qu'on nous balade, ce n'est pas spécifique à RT, cela vaut pour la presque totalité des médias dit sociaux ou alternatifs.

C'est le genre d'article intéressant qui malgré tout distille des illusions criminelles dans le capitalisme et ses institutions, où il se glisse toujours un tas de conneries ou saloperies, du genre : "*Les pères fondateurs rêvaient de créer une Europe de la paix et de la liberté*", tu parles, des agents de Washington, d'ex-nazis ! L'auteur qui avait manifestement misé sur l'UE voudrait bien la sauver, outre que c'est compromettant, cela va s'avérer impossible.

1- Fernand Kartheiser, né le 30 septembre 1959 à Luxembourg (Luxembourg), est un ancien militaire, diplomate et homme politique luxembourgeois, président du Parti réformiste d'alternative démocratique (ADR) en 2012. Ambassadeur en Grèce, à Chypre et en Roumanie, avant d'obtenir un poste au ministère des Affaires étrangères en 2008. Député de 2009 à 2024, il est élu au Parlement européen en 2024.

Il se fait remarquer pour ses positions pro-russes qui lui valent une exclusion du groupe CRE le 4 juin 2025, qui lui reprochait ses positions favorables à la Russie. Il s'oppose successivement à la réduction de la dépendance au gaz russe, à la condamnation de « la désinformation et la falsification historique de la Russie pour justifier sa guerre d'agression contre l'Ukraine » et au renforcement de « *la résilience de la Moldavie face aux menaces hybrides russes* ».Wikipédia.org

---

**Chaque jour, ils récoltent les mauvaises nouvelles de la veille aux quatre coins du monde, non pas pour vous informer, mais dans le seul but de vous accabler ou de vous pourrir la vie.**

**Inde: plus de 100 morts depuis juillet dans des inondations et glissements de terrain - AFP 5 août 2026**

J-C - Imaginez un peu, parmi les 1,480 million d'Indiens, seule une infime minorité aura cette information, et encore moins y prêtera attention, et vous savez pourquoi ? Parce que 100 morts représentent 0,001% des 9,5 ou 9,7 millions d'Indiens qui meurent chaque année, bref, que dal ! Si je racontais à ma compagne tamoule, qu'ils sont morts dans le nord de l'Inde (Assam) à plus de 2000 kilomètres d'ici, la minute d'après elle aurait déjà oublié de quoi je lui parlais !

En revanche pour les malfaisants de l'Agence Française de Propagande, c'est suffisant pour perturber la tranquillité d'esprit des Français les plus vulnérables, les déstabiliser mentalement, cela fait partie de la guerre psychologique que l'oligarchie mène contre les masses.

L'AFP qui est son porte-parole est en guerre contre le peuple, alors il le matraque quotidiennement de mauvaises nouvelles pour lui inspirer la peur, pour qu'il réclame plus de sécurité et soutienne les mesures liberticides concoctées par le gouvernement et l'UE, il faut bien les justifier d'une manière ou d'une autre.

---

**Quand les médias français sont déjà nazifiés.**

**Des vacanciers tués sur une plage russe : l'Occident tente de justifier l'injustifiable - RT 5 août 2026**

Le dimanche 3 août, l'armée atlantico-ukrainienne a lancé des drones dans le sud de la Russie, sur une plage de l'agglomération de Guélandjik. Cinquante-huit personnes ont été touchées, sept sont décédées, dont quatre enfants. Pour Karine Bechet, le cynisme des médias français dépasse ici toutes les limites morales.

Alors que la saison estivale bat son plein, et manifestement en raison de cela, l'armée atlantico-ukrainienne a pris pour cible la plage d'Arkhipo-Ossipovka, dans l'agglomération de Guélandjik, sur la mer Noire. Des familles, des estivants, des Russes, qui osent vouloir vivre

normalement malgré le fanatisme atlantiste, des gens qui commettent le crime de s'y baigner, alors que Kiev recule sur tout le front.

Ce ne sont pas des cibles militaires légitimes. Ce sont de simples personnes, non combattantes, se baignant dans une ville balnéaire. Et c'est bien leur crime pour les Atlantistes. Ils deviennent alors, du point de vue de ces élites en guerre contre le monde russe, des cibles idéologiques légitimes.

Pour autant, face à l'ampleur du crime – du point de vue du droit humanitaire international, qui existe formellement encore et reprendra tous ses droits à la fin du conflit –, ils n'osent pas en revendiquer la paternité.

Comment assumer à la face du monde l'assassinat volontaire de familles ? Simplement parce qu'elles sont russes, simplement parce qu'elles osent se baigner dans la mer Noire ?

C'est (encore) impossible, l'opinion publique ne pourrait le digérer.

Comme le souligne avec justesse Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, « *L'OTAN et l'Union européenne, qui ont récemment déclaré leur tolérance zéro face au terrorisme, participent désormais elles-mêmes à des activités terroristes.* »

L'Occident au cœur de la guerre prévaut contre la Russie

Rappelons que de nombreux articles sont sortis dans les médias français, vantant le rôle des services de renseignement français, britannique et américain sur le front ukrainien.

Rappelons que si formellement Starlink hésite à fournir le renseignement concernant le territoire russe, les affirmations de ce genre n'engagent que ceux qui y croient.

Rappelons que la société américaine Palantir, elle, fournit tout le renseignement concernant la Russie, et que cette entreprise est intégrée au Pentagone et que ses programmes ont été introduits dans l'OTAN, notamment en ce qui concerne les mécanismes automatisés de prise de décision, de détermination des cibles, etc. Kiev est un drapeau, derrière lequel se cachent courageusement ceux qui prennent les décisions sur le front ukrainien. Kiev fournit les petites mains, mettant en œuvre ces décisions.

Quand les médias inversent les responsabilités

Et les médias jouent ce jeu odieux. Non seulement la présentation des faits est « *neutralisée* » au maximum, on ne peut trouver strictement aucune condamnation de ce qui constitue un crime de guerre, mais en plus Moscou est visé comme « *responsable* ».

Ainsi, dans une publication du Parisien, nous pouvons lire ce titre : « *Guerre en Ukraine : un drone ukrainien s'écrase sur une plage russe remplie de vacanciers et fait au moins six morts, Moscou pointé du doigt* ».

Pour qu'il n'y ait pas de doute chez les lecteurs, s'il est bien reconnu que le drone est ukrainien (les Russes ne vont quand même pas frapper leurs plages), de toute manière ils sont

responsables. La publication avance que « *les circonstances sont floues* », des médias « *russe et ukrainien* » accusaient donc la défense aérienne russe.

Récapitulons. L'armée atlantico-ukrainienne cible une plage, mais elle n'est pas responsable des victimes. Est responsable celui qui détruit le drone, celui qui défend son territoire contre une attaque. Logique ?

Nous retrouvons ici parfaitement la rhétorique utilisée contre l'Iran par les Atlantistes : l'Iran est agressé par Israël et les États-Unis, mais il est accusé de déstabiliser la situation dans la région... en se défendant.

De leur point de vue, si l'Iran ne se défendait pas, il aurait déjà perdu cette guerre, qui serait alors terminée par la victoire des Américains et des Israéliens. Il n'y aurait donc plus de problème... Pour les vainqueurs.

Se défendre, puis être désigné comme responsable

C'est le même raisonnement concernant la Russie. Si les Russes de l'Est de l'Ukraine ne s'étaient pas révoltés en 2014 contre le coup d'État de Kiev et s'étaient laissé massacrer par les groupes néonazis déjà utilisés alors pour distiller la terreur, il n'y aurait pas eu de conflit, car ils auraient disparu physiquement. Si la Russie ne s'était pas défendue en 2022 suite aux frappes sur son territoire avant le lancement de l'Opération militaire spéciale, si elle avait laissé se réaliser le projet de doter Kiev de l'arme nucléaire, il n'y aurait pas de guerre aujourd'hui, car elle n'existerait plus sous la forme d'État souverain.

Et continuons sur la même ligne : si la défense aérienne n'avait pas tiré de drone ukrainien, qui se dirigeait sur la plage... Il aurait pu tranquillement toucher sa cible et exploser. La plage.

Dans un article de la BBC, nous apprécierons également le degré d'hypocrisie, avec cette remarque : « *On ignore ce que le drone vise.* »

Guélandjik est une ville balnéaire, c'est un fait. La cible ne pouvait qu'être civile. C'est un fait aussi. Or, un site civil n'est jamais une cible légitime. En période de conflit, les médias sont toujours engagés. C'est la ligne de leur rédaction. Mais en arrivant à un tel niveau de deux poids deux mesures, cela s'appelle légitimer des crimes de guerre.

Ce n'est plus de la propagande, c'est de la collaboration. - RT 5 août 2026

---

### **France. Xénophobie hystérique.**

**Après Glucksmann et Philippe, Attal a été cible d'une tentative de déstabilisation venue de Russie - 20 Minutes avec AFP 6 août 2026**

« *Nous avons été informés par le Secrétariat général à la défense et à la sécurité nationale d'ingérences extérieures provenant de Russie et d'organes liés au pouvoir central russe, à l'encontre de Gabriel Attal* ».



Viginum, le service chargé de lutter contre les ingérences numériques étrangères en France, a confirmé avoir détecté mardi cette opération de désinformation qu'il impute avec « une confiance élevée » au réseau prorusse Matriochka (terme russe pour désigner des poupées gigognes). Cette opération est restée « peu visible » avec quelques milliers de vues, selon une source sécuritaire.

Il s'agit de la troisième ingérence numérique attribuée à des réseaux prorusses visant en quelques jours des candidats probables à la présidentielle française. Le patron d'Horizons Édouard Philippe et le candidat de gauche Raphaël Glucksmann ont eux aussi été la cible d'opérations de déstabilisation en ligne en provenance de Russie, cette fois de la part du groupe Storm-1516. Toutes ces opérations sont restées peu visibles.

*«Nous avons été informés par le Secrétariat général à la défense et à la sécurité nationale d'ingérences extérieures provenant de Russie et d'organes liés au pouvoir central russe, à l'encontre de Gabriel Attal ».* L'entourage du candidat à la présidentielle et patron de Renaissance a fait savoir qu'il était son tour victime d'une tentative de déstabilisation, à huit mois du premier tour de scrutin.

Viginum, le service chargé de lutter contre les ingérences numériques étrangères en France, a confirmé avoir détecté mardi cette opération de désinformation qu'il impute avec « *une confiance élevée* » au réseau prorusse Matriochka (terme russe pour désigner des poupées gigognes). Cette opération est restée « *peu visible* » avec quelques milliers de vues, selon une source sécuritaire.

Il s'agit de la troisième ingérence numérique attribuée à des réseaux prorusses visant en quelques jours des candidats probables à la présidentielle française. Le patron d'Horizons Édouard Philippe et le candidat de gauche Raphaël Glucksmann ont eux aussi été la cible d'opérations de déstabilisation en ligne en provenance de Russie, cette fois de la part du groupe Storm-1516. Toutes ces opérations sont restées peu visibles.

Ces faux contenus publiés sur X ont usurpé l'identité visuelle de médias français (RFI, BFM, Le Parisien, Ouest France, Libération, France 24, AFP) affirmant notamment que Gabriel Attal présentait « *des signes de la maladie de Parkinson* » ou plaiderait pour une politique plus favorable à l'égard des squatteurs de logements vides.

J-C - Deux remarques.

1 - Quand ils imputent à "*cette opération de désinformation*" une "*une confiance élevée*", cela signifie qu'ils ignorent toujours son origine, ce qui ne les empêche pas d'accuser la Russie, entendez par là les autorités russes, Poutine, comme s'ils contrôlaient l'ensemble des Russes disposant d'un ordinateur ou de compétences en informatique.

2- N'importe quel service de renseignement en occident a les moyens de se livrer à ce genre d'opération, à commencer par le MI6, la CIA, le Mossad.

---

## Ceuta.

Il aura suffi d'"images", de quoi "*de milliers de jeunes, de familles et de mineurs qui ont tenté de rejoindre Ceuta au péril de leur vie*", pour que les commentateurs les mieux intentionnés perdent la tête en prenant leur parti, comme si ces Marocains ne savaient pas qu'il s'agissait forcément d'une provocation montée de toutes pièces ou d'une instrumentalisation dont ils allaient faire les frais, s'ils se laissaient aller à croire que miraculeusement les autorités à la fois marocaines et espagnoles avaient décidé d'exhausser leur désir d'immigration en Espagne.

Tous ceux qui ont soutenu leur aventure fugace, des humanistes écervelés, les ont vraiment pris pour les derniers des cons, car ce n'est pas la première fois qu'une telle provocation avait lieu, et on ne décide pas de quitter son pays sur le champ, sans même prendre le temps de s'habiller, il y a un moment où il faut arrêter de raconter des conneries, non, vous ne croyez pas ?

C'est un immigré qui vous parle, pas un riche ou un nanti, pas un abruti non plus, je peux vous dire qu'avant de prendre une telle décision, vous prenez le temps de réfléchir et de réunir les conditions les plus favorables pour réussir dans cette nouvelle vie, parce qu'elle comporte toujours d'énormes risques et vous n'avez pas le droit à l'erreur. J'en sais quelque chose, puisque j'ai dû m'y reprendre à deux fois avant de réussir mon installation en Inde en 1996. Et j'ajouterais, qu'il m'a fallu attendre 2017 d'être à la retraite, pour ne plus avoir à me soucier de ma situation matérielle, car jusque-là je n'avais pas de revenu stable.

### **Le courriel envoyé à une connaissance (un blog alternatif très connu).**

J'ai lu les deux articles que vous avez publiés à propos de Ceuta.

Personnellement, j'estime que ces "*migrants*" torsés nus, en short et en sandales ont été instrumentalisés, et je me demande dans quelle mesure on ne devrait pas les identifier au lumpenprolétariat, puisque finalement ils étaient destinés à jouer le même rôle provocateur... Pour cette raison, je ne publierais pas ces articles, et je condamne leur orientation qui fait le jeu de la réaction.

Je n'en dirai pas davantage, parce que cela ne présente aucun intérêt. La bonne conscience de la pseudo-gauche et extrême gauche me dégoûte au plus haut point, un tel degré d'opportunisme relève du sadisme.

Par ailleurs, je suis désolé de vous contredire, votre responsabilité est engagée, que vous le vouliez ou non en publiant ce genre d'articles.

PS : J'avais déjà traité le sujet dans mon portail les jours précédents. Les deux enclaves espagnoles situées en territoire marocain devraient revenir au Maroc. Et puis, j'ai les ONG en horreur, autant que l'extrême droite, elles ont servi à déstabiliser et désintégrer le mouvement ouvrier, elles font partie de nos ennemis.

---

**Lu.**

L'opération visant à tuer des Iraniens a révélé les véritables raisons de la présence des forces d'occupation américaines dans les pays arabes et musulmans. Leur objectif est de protéger Israël, de contrôler ces territoires et d'aider Israël à s'en emparer. Les bases américaines servent aux forces d'occupation américaines à contrôler le Moyen-Orient.

---

**France. Si la menace se généralisait de haut en bas, ils pourraient perdre le contrôle de la situation...**

**Incendies : près de 400 interpellations depuis le début de l'été en France - RT 3 août 2026**

Depuis le début de l'été, 375 personnes, dont 142 mineurs, ont été interpellées pour des affaires liées aux incendies. Trente-six d'entre elles ont été incarcérées, tandis que plusieurs enquêtes concernent des adolescents.

Plusieurs dossiers concernent des mineurs. Dans l'Ain, trois adolescents sont soupçonnés d'être impliqués dans l'incendie ayant endommagé une partie du château de Divonne-les-Bains. Dans le Var, un jeune de 15 ans a été interpellé après deux départs de feu à Cuers. En Gironde, un autre adolescent du même âge est suspecté d'avoir tenté d'incendier des broussailles à Sainte-Eulalie.

Dans les Pyrénées-Orientales, la commune d'Amélie-les-Bains-Palalda a instauré un couvre-feu pour les moins de 15 ans entre 23 heures et 6 heures jusqu'au 1er septembre, après l'incendie d'une salle municipale. Deux enfants de 10 et 13 ans ont été interpellés dans cette affaire.

---

**Canicules et incendies : le climat menace désormais les finances publiques françaises - RT 4 août 2026**

La succession de vagues de chaleur et d'incendies qui frappent la France pourrait peser lourdement sur les comptes publics et compliquer l'objectif fixé par le gouvernement de ramener le déficit à 5 % du PIB en 2026. Déjà fragilisé par les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient et de la hausse des prix de l'énergie, l'exécutif doit désormais faire face au coût des événements climatiques extrêmes.

L'impact économique exact demeure difficile à mesurer. Selon l'économiste Anthony Morlet-Lavidalie (Rexecode), la sécheresse pourrait retrancher entre 3 et 6 milliards d'euros de richesse nationale cette année. La ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, estime déjà que les coûts dépasseront ceux de 2022, lorsque la sécheresse avait généré plus de 5,6 milliards d'euros de pertes, notamment en raison des fissures provoquées sur les bâtiments.

À ces dégâts s'ajoutent les conséquences des incendies, qui ont déjà détruit plus de 116 000 hectares de végétation, un niveau inédit depuis près d'un demi-siècle. Les dépenses liées aux moyens de lutte, aux évacuations, aux aides d'urgence, aux indemnisations des sinistrés ou encore au chômage partiel viennent alourdir la facture. L'agriculture est également touchée par la baisse des rendements, tandis que la production électrique est perturbée par les fortes températures qui limitent le fonctionnement de certaines centrales nucléaires et barrages.

Certains secteurs profitent toutefois de ces épisodes extrêmes, comme les fabricants de climatiseurs, les distributeurs d'électricité ou encore le marché des véhicules électriques. Mais ces effets positifs restent marginaux face aux pertes globales. Les économistes rappellent que les coûts humains, environnementaux et budgétaires dépassent largement les bénéfices ponctuels.

À plus long terme, les projections sont encore plus préoccupantes. Selon Allianz Trade, une succession d'étés exceptionnellement chauds entre 2026 et 2030 pourrait coûter près de 208 milliards d'euros à l'économie française et porter le déficit public autour de 7,1 % du PIB, faisant de la France l'un des pays européens les plus exposés aux conséquences économiques du changement climatique.

---

### **Les services du Premier ministre secoués par deux suicides. Une enquête a été ouverte pour harcèlement - RT 4 août 2026**

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris après la plainte déposée le 25 juin par une fonctionnaire des services du Premier ministre, surnommée Flore, qui accuse quatre supérieurs hiérarchiques de harcèlement moral, rapporte un article du Monde du 4 août. Ce dépôt intervient deux mois après une tentative de suicide de l'agent, qui avait cherché à se jeter sur les voies ferrées d'une gare parisienne avant d'être sauvée par un passant.

Le même jour, un représentant du personnel des services du Premier ministre (SPM) a effectué un signalement auprès de la justice pour « *harcèlement moral* » et « *mise en danger d'autrui* ». Le document dénonce de possibles manquements de l'employeur dans son obligation de protection et alerte sur une série de suicides, tentatives de suicide et décès suspects survenus au sein de ces administrations chargées de coordonner l'action gouvernementale.

#### **Plusieurs suicides et tentatives de suicide**

Selon ce signalement mentionné dans Le Monde, plusieurs drames se sont succédé en quelques mois. En octobre 2025, un agent des services de l'information légale et administrative aurait tenté de mettre fin à ses jours sur son lieu de travail. En mars 2026, un fonctionnaire du secrétariat général pour l'investissement s'est suicidé à son domicile, suivi deux jours plus tard par un employé du service courrier du secrétariat général du gouvernement, qui s'est jeté sous un train.

En avril, Flore a été hospitalisée pour un « risque suicidaire » après une tentative de suicide qu'elle attribue à des mois de « faits répétés » de harcèlement de la part de sa hiérarchie, évoquant notamment un retrait progressif de ses responsabilités, des humiliations publiques et son affectation dans un bureau situé au sous-sol

---

## **Les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts...**

### **Le GNL russe a couvert l'ensemble des importations belges en juillet - RT 4 août 2026**

Le recul des livraisons en provenance du Qatar et d'autres producteurs du Golfe a profondément modifié les flux de gaz vers l'Europe. Dans ce contexte, la Belgique a assuré en juillet l'ensemble de ses importations de GNL uniquement grâce aux cargaisons russes, selon des données citées par Bloomberg.

La Belgique a fait du gaz naturel liquéfié russe (GNL) son principal approvisionnement énergétique durant le mois de juillet, rapporte Bloomberg le 3 août. Cette situation est liée à la réduction des livraisons vers l'Europe provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Il s'agit uniquement du GNL transporté par méthaniers.

Au cours du mois de juillet, la Belgique a importé près de 400 000 tonnes de GNL russe. Le volume total des importations de GNL du pays a reculé de plus de 40 % par rapport à l'année précédente. En parallèle, le pays continue de recevoir du gaz naturel par gazoduc depuis la Norvège et le Royaume-Uni.

Selon Bloomberg, les entreprises européennes ont largement renoncé, cet été, à acheter des cargaisons supplémentaires de GNL pour remplir les stocks souterrains avant l'hiver à cause de la flambée des prix. L'agence de presse américaine estime que cette situation pourrait entraîner une crise énergétique différée. Dans le même temps, le conflit au Moyen-Orient et les difficultés de navigation dans le détroit d'Ormuz ont fortement réduit les livraisons en provenance du Qatar et d'autres producteurs du Golfe, poussant les acheteurs à se tourner davantage vers le gaz russe.

L'année dernière encore, la Belgique recevait du GNL de plusieurs fournisseurs. Environ 16 % de ses importations provenaient notamment du Qatar. Après la dégradation de la situation au Moyen-Orient, ces approvisionnements se sont révélés particulièrement vulnérables.

Cette évolution complique la mise en œuvre de la politique énergétique de l'Union européenne. Depuis avril 2026, les entreprises européennes ne peuvent plus conclure de contrats à court terme portant sur la livraison de GNL russe. L'importation de ce combustible sera entièrement interdite à compter du 1er janvier 2027, avant celle du gaz acheminé par gazoduc, prévue pour le 30 septembre de la même année. Moscou considère ces sanctions comme illégales.

Le gaz russe conserve une place importante dans l'UE

La Russie reste néanmoins le deuxième fournisseur de GNL de l'Union européenne derrière les États-Unis. Selon l'organisation environnementale allemande Urgewald, les pays de l'UE ont importé au premier semestre 2026, 16 % de GNL russe de plus qu'un an auparavant, pour une valeur de 5,96 milliards d'euros. Les principaux importateurs ont été la France, la Belgique et l'Espagne.